



« La Voix Anticapitaliste »
Nouveau Parti Anticapitaliste LOIRET
Mel : npa.orléans@sorange.fr / Site : npa.45.org /
Instagram : @npa.45 / Facebook: NPA Orléans 45



Coupes budgétaires violentes, licenciements !

Le gouvernement et le patronat organisent l'austérité !

Le patronat est à l'offensive, ne nous laissons pas faire !

Énergies fossiles, extractivisme, course à la croissance, augmentation de la production liée à l'armement... Pour les capitalistes, aucune limite ni humaine ni écologique ne doit entraver la course folle aux profits. En France, les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 130 milliards d'euros de profits en 2024 et les capitalistes attaquent tous les acquis sociaux qui les empêchent de faire encore plus de profits.

Nos emplois valent plus que leurs profits

Nous subissons des suppressions massives d'emplois aussi bien dans le privé que dans les services publics.

Les grands groupes de l'automobile annoncent la délocalisation d'une part importante de la production avec la suppression de 35 000 à 50 000 emplois. La CGT a recensé plus de 400 plans de suppressions d'emplois depuis septembre 2023 et estime à plus de 200 000 le nombre d'emplois menacés.

Le gouvernement n'est pas en reste avec des coupes budgétaires violentes et près de 200 000 suppressions de postes dans la fonction publique.

Ces restrictions ont d'ores et déjà des conséquences dramatiques dans tout le secteur social, associatif et culturel, avec là aussi des emplois qui disparaissent sans que ce soit médiatisé !

Avec la récente réforme de l'assurance chômage, ce sont des centaines de milliers de travailleurEs

Supplémentaires qui vont être privéEs d'aide et précipitéEs dans la précarité.

La Sécurité sociale, elle est à nous !

En plus de supprimer nos emplois, le patronat, avec l'aide du gouvernement, s'attaque au produit de notre travail qui est socialisé pour couvrir des besoins vitaux : assurances maladie, assurance chômage, retraites... Il cherche à capter cet argent qui lui échappait encore jusqu'à présent pour l'ouvrir au marché. Les soi-disant négociations sur les retraites qui se tiennent en ce moment ne peuvent aboutir à rien de positif. Le gouvernement n'a aucunement l'intention de tenir compte du vote des députéEs le 5 juin dernier pour l'abrogation de la réforme des retraites.

Contre-attaquer, construire un nouvel espoir !

Seul un puissant mouvement social, public et privé ensemble, nous permettra de faire reculer le patronat et le gouvernement. Construisons la riposte pour ne pas perdre nos emplois, pour ne pas laisser détruire nos acquis sociaux !

Contre la logique du profit nous devons imposer des choix qui visent à répondre aux besoins de la très grande majorité de la population, tout en préservant la planète : travailler moins pour pouvoir travailler tous et toutes, produire moins, mais des biens et des services qui répondent à nos besoins. Nous voulons la retraite à 60 ans, la semaine de quatre jours avec 7 h de travail, des conditions de travail correctes... pour ne pas perdre notre vie à la gagner !

NON A LA DISSOLUTION D'URGENCE PALESTINE !

Le gouvernement Macron poursuit ses tentatives de faire taire les voix de soutien au peuple palestinien. Retailleau, dans la très à droite ligne de Darmanin continue d'utiliser l'arme de la dissolution pour interdire les oppositions à leur politique.

Des groupes comme Palestine Vaincra ont déjà été dissous pour des motifs qui sont des prétextes pour faire taire les voix solidaires avec la Palestine.

Cette procédure s'inscrit dans un contexte islamophobe inouï après l'assassinat d'Aboubakar Cissé que le gouvernement a cherché à minimiser. Et la mort d'Hichem Miraoui, coiffeur tunisien de 45 ans abattu de cinq balles dans le Var par un raciste influencé par le R N et Le Pen.

Une fois de plus, le soutien aux PalestinienNEs est réprimé et ses voix étouffées.

En effet, Urgence Palestine est l'une des principales organisations en France qui mobilise la jeunesse des quartiers populaires en solidarité avec la résistance du peuple palestinien.

Un peuple qui fait face au génocide mené par un gouvernement israélien d'extrême droite qui a le soutien et la complicité des « démocraties occidentales » dont la France de Macron.

Le NPA-l'Anticapitaliste apporte son soutien sans faille à Urgence Palestine et condamne absolument cette tentative de dissolution.

Nous devons faire front pour défendre Urgence Palestine contre cette décision scandaleuse. Le NPA-l'Anticapitaliste reste déterminé dans son opposition au génocide, aux politiques coloniales, d'apartheid et de purification ethnique menées par Israël.

Nous nous tenons aux côtés de celles et ceux qui mobilisent et mènent ce combat en France.

La solidarité n'est pas un crime. Non à la dissolution d'Urgence Palestine !

Pétitionons contre la dissolution d'Urgence Palestine !

URGENCE GAZA ! URGENCE PALESTINE !

Le Collectif Urgence Palestine rassemble des citoyen-ne-s, des organisations et mouvements associatifs, syndicaux et politiques mobilisés pour l'auto-détermination du peuple palestinien.

Solidaires, nous menons une lutte commune contre l'oppression coloniale et les guerres impérialistes.

Mobilisés dans l'urgence, nous organisons, autour des Palestinien-ne-s en tant que premiers et premières concerné-e-s, la lutte pour la constitution d'un front large, populaire, démocratique, défendant les exigences et les mots d'ordre suivants :

Stop au génocide : cessez-le-feu et fin du blocus immédiats !

Pour la fin de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid !

Boycott, désinvestissement, sanctions contre Israël !

Soutien à la résistance du peuple Palestinien !

Contre la complicité du gouvernement français avec les crimes israéliens et la répression de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien !

LIBEREZ LES OTAGES DE LA FLOTILLE !

Au moment où, la caravane du « Soumoud » (la résilience) est partie d'Algérie et va rejoindre Gaza pour briser le siège. Une marche pour Gaza est également organisée d'Europe pour s'approcher de la frontière sud et de Rafah.

Des initiatives de solidarité face à l'inaction et l'absence de condamnations et de sanctions.

Notre gouvernement est complice de ce silence. Rien de Macron sur la flottille. Le ministère des Affaires étrangères se demande si l'intervention d'Israël sur la flottille était légale, comme si arraisonner un bateau dans les eaux internationales et kidnapper son équipage n'enfreignait pas toutes les lois maritimes.

Nous devons nous mobiliser largement afin de soutenir la Flottille pour Gaza et pour la libération des otages. Les différentes initiatives de soutien doivent pouvoir atteindre Gaza en toute sécurité.